

Déclaration de M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la situation en Iran, Paris le 29 décembre 2009.

Site d'origine : <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 30 décembre 2009

J'exprime ma profonde inquiétude devant l'aggravation de la répression en Iran qui a causé la mort de plusieurs personnes. Le recours sans cesse croissant à la violence policière contre des manifestants, la fermeture de journaux et de sites Internet, les entraves au travail des correspondants de la presse internationale préoccupent l'ensemble de la communauté internationale. Le bilan des arrestations arbitraires et des violences commises contre des personnalités de l'opposition, des journalistes et de simples manifestants continue de s'alourdir. Au moins une quinzaine de responsables de l'opposition, de journalistes et de défenseurs des droits de l'Homme ont été arrêtés.

Je rends hommage à la détermination et au courage de tous ceux qui, malgré la menace des autorités et de leurs milices, se mobilisent pour la démocratie et le respect des droits fondamentaux en Iran démontrant depuis des mois que leurs aspirations sont profondément ancrées dans la société iranienne notamment chez les jeunes.

Je suis particulièrement inquiet pour Emadeddine Baghi, président de l'Association de défense des droits des prisonniers politiques. Son action avait été récompensée par le Prix des droits de l'Homme de la République française décerné en 2005 par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme.

J'ai appris avec beaucoup d'anxiété l'arrestation de la soeur de Shirin Ebadi, prix Nobel de la Paix 2003 et également Prix des droits de l'Homme de la République française. Cette arrestation constitue une pression inacceptable sur cette militante courageuse de la société civile.

Je demande aux autorités iraniennes de respecter le droit d'expression démocratique des citoyens et des partis politiques iraniens, de respecter la liberté des médias et de libérer toutes les personnes injustement détenues.

La France, fidèle à sa tradition de solidarité avec les mouvements démocratiques dans le monde, réaffirme son soutien à tous ceux qui, en Iran, aspirent à la liberté et à la démocratie. Elle demande aux autorités iraniennes d'entendre l'appel de la communauté internationale qui, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, a adopté le 18 décembre dernier une résolution sur la situation des droits de l'Homme en Iran, et de s'engager sur la voie d'une solution politique fondée sur le dialogue et le respect des principes démocratiques, conformément aux engagements internationaux auxquels l'Iran a lui-même souscrit.

Source <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 30 décembre 2009